

INTRODUCTION

L'âge d'or de la presse française se situe entre la fin du XIX^e siècle et 1914. Deux types de presse se côtoient : une presse d'opinion et de commentaire politique qui décline, mais dont l'influence est encore très importante au sein de l'opinion publique et une presse d'information en pleine expansion. Cette nouvelle presse donne la priorité aux *news* sur le commentaire éditorial, elle compte plus de reportages et moins de chroniques, des faits divers et des articles raccourcis qui plaisent aux lecteurs. La une se développe, combinant verticalité et horizontalité. Elle hiérarchise l'information. Entre 1870 et 1900, l'apparente dépolitisation de la presse d'information est nuancée par ses prises de position dans les grands débats nationaux tels que l'avènement du nouveau régime Républicain et plus tard l'affaire Dreyfus.

La loi sur la liberté de la presse de 1881 accélère l'essor des journaux et celui de la profession de journaliste. Ce texte de loi, toujours en vigueur, donne la forme quasi définitive à l'exercice de la presse.

En dépit de tirages exceptionnels, cette période marque la montée de questionnements sur le financement des journaux. La question des investissements de capitaux privés et de la publicité pose celle de la vénalité de la presse. Journalistes, intellectuels et militants essaient de moraliser le journalisme. Il faut, estiment-ils, une véritable indépendance intellectuelle et financière de la presse. En 1904, Jaurès souhaite y parvenir en fondant *L'Humanité*. Juste avant la Première Guerre mondiale, la presse d'information républicaine triomphe avec quatre titres phares : *Le Petit Journal*, *Le Petit Parisien*, *Le Matin* et *Le Journal* qui avoisinent pour chaque au million d'exemplaires.

Au cours du conflit, la censure s'exerce avec rigueur. Les lecteurs perdent confiance en une presse qui pratique le « bourrage de crâne ». Après la guerre, les tirages des quotidiens reculent en dépit de l'accroissement de la population et d'un lectorat potentiellement important. D'autre part, les scandales financiers éclaboussent la réputation de certains titres.

Le premier quart du XX^e siècle voit un nouveau genre émerger : la presse magazine. Issue des revues et des journaux illustrés du XIX^e, elle s'épanouit grâce à l'illustration photographique. Le genre magazine s'étend à tous les domaines de la vie et de l'actualité et se spécialise en fonction du sexe, de l'âge, des intérêts des lecteurs. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, la presse écrite s'est structurée en deux grandes familles, la presse quotidienne et la presse magazine.

Les principales étapes qui succèdent à cette sombre période constituent l'armature de cet ouvrage qui retrace les grandes mutations de la presse française depuis 1945. Il doit beaucoup à la littérature scientifique couvrant le champ de l'histoire de la presse. Nous recommandons vivement au lecteur, désireux d'approfondir une thématique ou une période, de se référer à la bibliographie qui par souci de clarté est décomposée en six sections correspondant aux six chapitres de ce livre.

Afin d'éclairer la transition qui s'opère en quelques décennies dans le domaine de la presse, nous proposons en effet une étude diachronique. Elle permet de suivre les transformations globales du secteur mais aussi celles des journaux. Les problématiques permettant de comprendre les étapes de la mutation de la presse sont appréhendées conjointement : évolution des titres, des journalistes, de l'économie, des conditions de production, des formats, des contenus, des techniques et du lectorat.

Après la Libération, la presse écrite française tente de se restructurer. L'heure est au bilan de l'ère collaborationniste, un grand nombre de titres sont interdits et la profession tente de se réorganiser. De nombreux journalistes engagés dans le maquis ou déportés portent haut les valeurs de la Résistance. À l'image de *Combat* qui défend un idéal, les journaux autorisés à reparaitre veulent défendre un journalisme civique et indépendant des puissances financières. *Le Monde*, quotidien du soir souhaité par de Gaulle pour succéder au *Temps* et dirigé par Hubert Beuve-Méry, naît de ce contexte particulier. L'immédiat après-guerre est une période à la fois heureuse et troublée pendant laquelle de nombreux journaux apparaissent. Mais l'euphorie ne dure pas, des crises sociales et structurelles forcent un grand nombre de quotidiens à disparaître dès 1947.

Les années 1950 représentent un nouvel élan, le panorama de la presse se stabilise. Un équilibre semble trouvé entre une presse populaire qui connaît son heure de gloire et une presse intellectuelle qui rencontre un lectorat très politisé et en quête d'informations sérieuses. Le contexte politique français marque cette décennie : les guerres de décolonisation font vaciller la IV^e République.

En 1958, le général de Gaulle revient au pouvoir et dote la France d'une nouvelle Constitution. Les journaux prennent part au débat politique avec ferveur et l'ensemble de la presse se déchire autour du drame de la guerre d'Algérie. Deux hebdomadaires d'information engagés émergent : *L'Express* et *France Observateur*. Ils réunissent de grandes plumes dans leurs colonnes et s'engagent contre cette guerre qu'ils jugent insupportable. Dans ce contexte de violences extrêmes et de crise de la République française,

les relations entre les journaux engagés et le pouvoir sont houleuses. La fin de la guerre d'Algérie et la stabilisation des institutions ramènent le calme politique et laissent place aux avancées sociales et culturelles des années 1960.

Cette décennie est marquée, à son tour, par les révoltes étudiantes et ouvrières de mai 1968. Dans cet élan, la presse jeune conquiert des parts de marché et s'installe durablement dans le paysage médiatique français. Le spectre des journaux est en mutation, à l'image de la société, dont les pratiques de lecture sont profondément modifiées. La télévision s'implante dans les foyers et la radio poursuit une nette progression entamée dans les années 1950 avec l'arrivée du transistor. La presse quotidienne subit un important revers, les journaux populaires sont les premiers touchés. Une entreprise de presse quotidienne est un modèle économique peu rentable qui doit faire face à d'importants coûts structurels.

En dépit de problèmes financiers, la presse écrite recrute. Le milieu journalistique se redessine et accueille de nouvelles générations qu'il faut former aux exigences déontologiques de la profession et aux nouvelles techniques de fabrication du journal.

La crise s'intensifie dans les années 1970 et 1980, elle est désormais endémique et épargne peu de titres. Seule la presse magazine se porte bien, elle connaît un essor spectaculaire dans les années 1970. 1978 marque une inversion des courbes de diffusion de la presse quotidienne et de la presse magazine : les hebdomadaires d'information générale s'imposent. Leur format innovant et leur contenu séduisent les lecteurs des couches socioprofessionnelles supérieures. L'ensemble de ce secteur est en expansion. En dépit de difficultés rencontrées dans les années 1970, la presse féminine se relance. Les publications destinées aux jeunes ainsi que la presse satirique contribuent à dynamiser ce secteur.

La concentration massive de journaux au sein de grands groupes de presse divise la profession dès le début des années 1990. La survie de nombreux titres est pourtant à ce prix. La presse quotidienne est désormais dominée par les régionaux qui étendent leur influence sur l'ensemble du territoire. D'autre part, la presse magazine se développe avec un nouveau genre, la presse *people*.

La dernière section de cet ouvrage aborde les nouveaux modes d'information qui s'épanouissent sur l'Internet. Ils obligent aujourd'hui l'ensemble de la profession à redéfinir ses pratiques et repenser le modèle économique des entreprises de presse.

I. L'idéal résistant : *Combat* ?

Combat au cours de la Seconde Guerre mondiale

Combat est à la fois un journal et un mouvement de la Résistance fondé par Henri Frenay en décembre 1941. C'est d'ailleurs par leurs journaux que la majorité des mouvements résistants se font connaître. L'histoire du journal *Combat* est donc intrinsèquement liée à celle de la Résistance tant pendant qu'après la guerre. Son fondateur, Henri Frenay, est capitaine de l'armée française en déroute. En 1941, il se réfugie clandestinement à Lyon et décide de diffuser des feuilles d'information clandestines qui seront distribuées dans toute la France. Aidé de Berty Albrecht, il crée d'abord le *Bulletin d'information et de propagande*. Rejoint par plusieurs camarades – tel Claude Bourdet – engagés, comme lui, dans ce que l'on ne nomme pas encore la Résistance, il lance le journal *Combat* dont le sous-titre est « De la Résistance à la Révolution ». Les deux premiers numéros, fabriqués de manière artisanale, dactylographiés ou ronéotypés, sortent fin décembre 1941.

La Résistance s'organise : le *Mouvement de Libération nationale* est créé qui deviendra le mouvement *Combat*. Clandestins, résistants, mouvements et publications clandestines sont interdépendants. À Lyon par exemple, des rencontres en cachette ont lieu à la rédaction du *Progrès*. Les mouvements s'entraident et diffusent plusieurs journaux. Edmond Michelet distribue *Combat* en Corrèze. Rémy Roure, travaille officiellement au journal *Le Temps* mais fournit de précieuses informations aux compagnons de la Résistance. Au début de l'année 1942, la recherche d'information est l'un des problèmes majeurs des journaux clandestins. Pour y remédier, l'écoute de la radio genevoise, de radio Londres, la recherche d'informations dans tous les milieux y compris dans les sections armées allemandes où Frenay a encore ses entrées, sont pratiquées.

Dans l'équipe de *Combat* se retrouvent des hommes engagés politiquement comme Claude Bourdet, qui dirige le journal lorsque Frenay rejoint Londres en 1942 et Georges Bidault qui devient le rédacteur en chef, des écrivains comme Albert Camus, à son tour

rédacteur en chef après septembre 1943, des journalistes professionnels comme Pascal Pia, Albert Ollivier, René Cerf et Jaqueline Bernard. Tous utilisent des pseudonymes : Bourdet est *Marcus*, Frenay est *Francen*. Le *Combat* du temps de la Résistance sortira 60 numéros jusqu'à la Libération. Le mouvement *Combat* est l'un des principaux organes de la Résistance, lié avec *Franc-Tireur* et *Libération* qui s'unissent autour de Jean Moulin, du Conseil national de la Résistance (CNR), créé en mai 1943 et des Mouvements unis de la Résistance (MUR).

Pour résoudre le problème des sources d'information, Moulin crée le Bureau d'information et de presse (BIP) dont Bidault prend la direction en 1942. En lien avec la France Libre à Londres, le *Bulletin d'informations générales* transmet des informations essentielles aux journaux résistants à partir d'avril 1942.

Dans une France coupée en deux, la ligne éditoriale de *Combat* s'est rapidement ralliée à la France Libre et à de Gaulle dont il publie la première déclaration officielle en juin 1942 sous le titre : « L'indépendance ou l'esclavage ». En août 1942, on peut lire en une : « De Gaulle, premier résistant de France ». Jusqu'à la Libération, *Combat* informe des exactions allemandes, dénonce le racisme, l'antisémitisme, les camps de déportation et détaille la progression des Alliés. L'année 1942 est essentielle pour le journal qui ne manque plus de sources d'information et dont l'équipe compte de vrais professionnels du journalisme comme Pascal Pia qui orchestre la cohérence et la mise en page du journal. Cette même année, *Combat* tire à 40 000 exemplaires grâce aux ressources financières de la France Libre, mais surtout grâce aux ouvriers linotypistes, typographes, imprimeurs qui travaillent dans l'ombre, clandestinement, au péril de leur vie.

Face aux mesures d'interdiction de vente d'appareils duplicateurs et de papier pour ronéotyper, il faut s'organiser pour paraître et être diffusé. À Lyon, pour *Combat*, *Franc-Tireur* et *Témoignage chrétien*, l'imprimeur Eugène Pons prend d'énormes risques. Il est arrêté et déporté fin 1942. C'est un jeune ingénieur, André Bollier, qui s'installe clandestinement à Villeurbanne et récupère des machines. Une nouvelle imprimerie naît aussitôt. Elle imprime 200 000 exemplaires de *Combat* en 1943, puis 250 000, avant que Bollier soit lui aussi arrêté par la Gestapo en juin 1944. Malgré la lourdeur des équipements, ces imprimeries clandestines et mouvantes sont les pierres angulaires de la presse résistante. Le papier est volé, détourné, toutes les astuces sont bonnes pour publier un journal comme *Combat* qui nécessite 3 tonnes de papier pour la seule année 1944.

À partir de novembre 1943, la Fédération nationale de la presse clandestine est fondée et prépare le futur régime de la presse française. Les maîtres mots sont liberté, démocratie populaire, fin de l'esprit de médiocrité.

Combat après-guerre : l'idéal résistant en question

À la Libération, les journaux issus de la Résistance sont nombreux. Leurs rédacteurs, porteurs d'une nouvelle conception du journalisme, prônent l'indépendance financière, l'indépendance éditoriale, la liberté de ton et l'engagement civique et citoyen.

À cet égard, *Combat* est un représentant de cet idéal. Albert Camus y défend un journalisme d'idées très exigeant sur le plan moral et civique.

COMBAT, une du 8 septembre 1944

LE JOURNALISME CRITIQUE

Il faut bien que nous nous occupions aussi du journalisme d'idées. La conception que la presse française se fait de l'information pourrait être meilleure, nous l'avons déjà dit. On veut informer vite au lieu d'informer bien. La vérité n'y gagne pas.

On ne peut donc raisonnablement regretter que les articles de fond prennent à l'information un peu de la place qu'elle occupe si mal. Une chose du moins est évidente, l'information telle qu'elle est fournie aujourd'hui aux journaux, et telle que ceux-ci l'utilisent, ne peut se passer d'un commentaire critique. C'est la formule à laquelle pourrait tendre la presse dans son ensemble.

D'une part, le journaliste peut aider à la compréhension des nouvelles par un ensemble de remarques qui donnent leur portée exacte à des informations dont ni la source ni l'intention ne sont toujours évidentes. (...)

À cette critique directe, dans le texte et dans les sources, le journaliste pourrait ajouter des exposés aussi clairs et aussi précis que possible qui mettraient le public au fait de la technique d'information. (...) L'avantage serait de mettre en garde son sens critique au lieu de s'adresser à son esprit de facilité. La question est seulement de savoir si cette information critique est possible. Ma conviction sur ce point est positive. Il est un autre apport du journaliste au public. Il réside dans le commentaire politique et moral face à l'actualité. (...)

On le voit, cela revient à demander que les articles de fond aient du fond et que les nouvelles fausses ou douteuses ne soient pas présentées comme des nouvelles vraies. C'est cet ensemble de démarches que j'appelle le journalisme critique. Et, encore une fois, il y faut du ton et il y faut aussi le sacrifice de beaucoup de choses. Mais cela suffirait peut-être si l'on commençait d'y réfléchir.

Albert CAMUS

En 1944, la Commission de la presse place *Combat* rue Réaumur avec *Franc-Tireur* et *Défense de la France*. *Combat* tire alors à 185 000 exemplaires. La rédaction, composée entre autres d'Albert Camus, Pascal Pia, Georges Altschuler, Raymond Aron, Albert Ollivier est euphorique. Mais les déchirements de l'épuration, puis les engagements politiques que prennent les uns et les autres commencent à semer la discorde au sein de l'équipe. *Combat* est d'abord proche de Léon Blum et de la SFIO lors de la naissance de la IV^e République.

Pendant, des divergences politiques s'accroissent entre Frenay proche de la SFIO, Bourdet proche du PCF, Pia proche de de Gaulle. Une question organisationnelle se pose soudain : à qui appartient le titre *Combat* ? Qui en a la gestion ? Qui en reçoit les bénéfices ? Après maints déchirements, une société à responsabilité limitée (SARL) est fondée en décembre 1945, comprenant 6 membres : Pascal Pia, Albert Camus, Jacqueline Bernard, Albert Ollivier, Marcel Paute-Gimont et Jean Bloch-Michel. Le titre *Combat* demeure une propriété indivisible qui appartient à Henri Frenay et Claude Bourdet, et à l'équipe de la Résistance. L'idéal résistant prôné par l'équipe de *Combat* cède le pas aux réalités matérielles. Les querelles financières viennent de la négligence de l'équipe originelle qui n'a pas donné de structure au journal *Combat*, puis aux engagements politiques antagonistes des uns et des autres dans les années qui suivent.

En 1945, *Combat* se porte encore bien et tire à 170 000 exemplaires, mais cette situation ne dure pas et la crise financière, doublée d'une crise du lectorat, frappe la presse de la Libération dès 1946 ; les quotidiens d'opinion cessent de paraître les uns après les autres. Entre 1945 et 1949, plus de la moitié des 34 titres de PQN cesse de paraître. L'État, qui subventionne la presse, lève l'autorisation de paraître en février 1947, mais gère toujours le prix des numéros et la pagination des journaux. La baisse des ventes en 1946, les conflits financiers du journal qui subit la même crise que les autres titres portent un coup sérieux à *Combat*. Dans le même temps, les capitaux privés et la publicité, tant honnis après l'expérience des années trente, réapparaissent dans les modes de financement des journaux. Le journal *La Voix du Nord* tente de reprendre *Combat*, sans succès. Pascal Pia et Albert Ollivier démissionnent. En avril 1947, Albert Camus est seul à la direction du journal. Claude Bourdet et Henri Frenay rencontrent alors un riche homme d'affaires tunisien, Henri Smadja, prêt à remettre à flot le journal contre 50 % des parts de la SARL. Camus est très méfiant, mais Bourdet réussit à se faire céder l'ensemble des parts de la SARL, et de fait, prend la direction du journal. Les 6 actionnaires s'en vont, c'est la fin du *Combat* résistant, de l'idéal de Camus et des autres. En 1948, Bourdet reprend la direction politique de *Combat*, puis se voit évincé par Smadja qui devient seul gérant et directeur du journal.

II. L'épuration

L'armistice signé en 1940 oblige la presse, en particulier la presse parisienne, à choisir de continuer d'exister ou de cesser son activité. En zone nord, la presse passe sous contrôle du régime hitlérien. Pour les journaux désireux de paraître et de sauvegarder leur indépendance, il est nécessaire de s'installer en zone libre, généralement à Lyon. D'autres, minoritaires, optent pour une conciliation avec l'occupant. Enfin, certains se sabordent. Parallèlement, une nouvelle presse parisienne émerge, collaborationniste, volontiers antisémite, qui cherche à prendre le lectorat des grands quotidiens qui ont cessé de paraître ou qui se sont délocalisés.

En novembre 1942, lorsque l'armée allemande occupe aussi la zone sud, le scénario se reproduit et les journaux installés en province, qu'ils soient des transfuges parisiens ou des feuilles locales ont à faire face à des options restreintes : continuer avec des concessions de plus en plus marquées ou se saborder.

S'il est évident que la presse subventionnée par les nazis va disparaître avec la Libération, cela ne règle pas en soi la situation dégradée de la presse française aux yeux des résistants. Avant la guerre, elle souffre de différents maux que les grands bouleversements qui s'annoncent permettront peut-être de soigner. Elle est accusée d'avoir cédé son indépendance sur l'autel du profit, en se plaçant sous la férule de grands groupes financiers ; d'être influencée par les politiques et d'avoir servi d'instrument de propagande ; de bénéficier de fonds occultes à l'origine floue qui peuvent émaner de puissances étrangères. Vénale, propagandiste, traître à son pays : le portrait de la presse d'avant-guerre n'est guère flatteur.

En 1943, des groupes de réflexion clandestins dépendant d'organes assez vastes et issus du Comité national des journalistes et de la Fédération nationale de la presse clandestine, tentent de trouver des moyens d'assainir la presse.

Un consensus se dégage sur le sort des journaux ouvertement propagandistes qui méritent d'être arrêtés et dont les infrastructures sont utilisées pour une nouvelle presse. Mais il est plus malaisé de trancher pour les autres publications. C'est le Comité français de Libération nationale, basé à Alger, qui légifère. Un certain nombre d'ordonnances en 1944 concerne tout particulièrement la presse française et les journalistes qui, pour certains, sont durement châtiés.

La première, celle du 6 mai 1944, rendue exécutoire par celle du 9 août 1944, rappelle les principes de liberté de la presse de la loi du 29 juillet 1881, mais en nuance l'exercice tant que durent les hostilités. Les informations et les publications qui sont susceptibles de mettre en danger les armées ou les populations soumises à l'oppresser peuvent être interdites.